

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/France-Francois-Hollande-au-pied-du-mur>

France : François Hollande au pied du mur

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : vendredi 8 novembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement français vient d'être contraint à deux reculs, l'un sur la taxation rétroactive des revenus de l'épargne et l'autre sur l'écotaxe, un impôt pénalisant les transports routiers afin de favoriser le transport ferré.

En fait, ces deux mesures ont cristallisé un mécontentement latent. Le recul sur l'écotaxe est particulièrement symbolique. Il s'est fait dans des conditions politiques très dégradées. La Bretagne est pratiquement en état de soulèvement antifiscal. On a d'ailleurs vu à cette occasion resurgir les « bonnets rouges » en Bretagne, et en particulier ce samedi 26 octobre 2013 lors des manifestations qui ont eu des suites tragiques (un blessé avec une grave blessure au cou, un autre avec une main arrachée). Ce n'est pas un hasard. On sait, peut-être, que ce nom recouvre l'une des plus grandes révoltes de l'Ancien Régime, qui survint en Bretagne sous le règne de Louis XIV en 1675 [1], révolte qui fut longuement étudiée par un grand historien soviétique, Boris Porchnev, et qui fut l'une des grandes révoltes populaires, annonciatrice de la Révolution de 1789 [2].

La Bretagne et les bonnets rouges

Si ces manifestations ont clairement tourné à l'émeute, c'est qu'elles ne font que témoigner du désespoir d'une partie de la population bretonne. La Bretagne, on le sait, est durement touchée par la crise actuelle et en particulier par sa forme spécifique de destruction du tissu industriel des petits bourgs ruraux. Cette crise se traduit en effet par la fermeture, ou par des licenciements, dans des petites et moyennes entreprises qui sont souvent (mais pas uniquement) dans le secteur agro-industriel et dont le rôle est critique sur des bassins d'emplois très segmentés. Une misère néo-rurale apparaît alors, concentrée dans des bourgs ou des gros villages, liée à la fermeture de l'employeur local. Elle est en train de faire tache d'huile en Bretagne. À ce phénomène, qui dure depuis maintenant deux ans, est venu s'ajouter la crise spécifique de la filière agro-alimentaire qui entraîne avec elle une partie de l'agriculture. Ce que l'on appelle la « crise de la filière porcine » est en réalité le résultat d'un dumping sauvage pratiqué par l'Allemagne abritée derrière l'Euro. Ce dumping est en train de ravager la Bretagne. On le voit avec les problèmes des abattoirs, de sociétés comme Doux et Gad. Un nouvel exemple est donné par l'usine Tilly-Sabco de Guerlesquin (Finistère). La production de poulets entiers devrait s'y arrêter en janvier 2014. Ce volailler est en réalité numéro 2 européen ; c'est donc une entreprise importante. Les exportations y représentent 90 % de la production. Mais avec un Euro fort, la concurrence des pays émergents et la suppression des aides européennes, cette entreprise accumule les pertes, ce qui a contraint le directeur à annoncer la suspension de l'activité.

Ces faillites, et ces fermetures viennent ajouter la misère à la misère ; très souvent c'est un couple et non seulement la femme ou l'homme qui sont employés. Dans ces entreprises. La fermeture d'un site, qui est souvent l'unique employeur du canton, est une véritable condamnation à mort non seulement pour les anciens employés mais aussi pour les commerçants et artisans locaux dont l'activité dépendait de ces emplois. C'est donc tout un micro-tissu « économique qui est en train de se défaire en Bretagne.

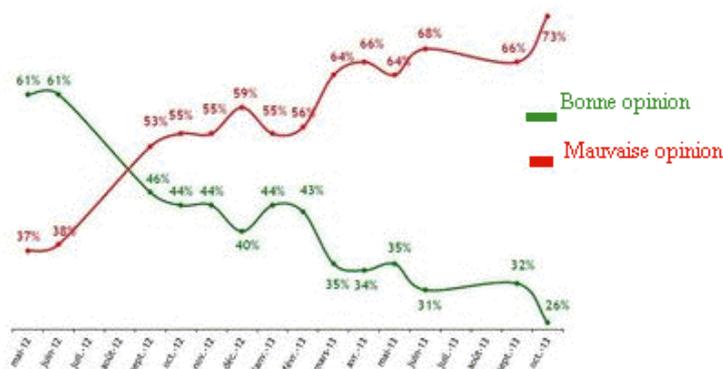
Enfin, goutte d'eau ultime, nous avons l'écotaxe, un impôt fondé sur des principes justes (le principe pollueur-payeur) mais tellement mal ficelé qu'il pénalise en premier lieu les producteurs locaux au profit d'un transport autoroutier. De plus, des primeurs qui sont produits à 300 km de Paris vont être plus taxés que des salades ou autres légumes débarquant de l'autre bout du monde par avion à Roissy. C'est bien là toute l'aberration d'un impôt dont la mise en place a été livrée au jeu des *lobbys* européens.

Telles sont les raisons de la révolte qui, après avoir couvé pendant de longs mois, est en train d'exploser en Bretagne. Face à cette révolte, les mesures qui avaient été annoncées par le gouvernement n'étaient même pas de

l'ordre du dérisoire ; elles étaient une véritable insulte à ces milliers de personnes que la politique gouvernementale a jetées dans la rue et sur les routes, et où elles n'ont trouvé en face que les CRS et la répression. C'est donc dans ces conditions que le mardi 29 octobre le gouvernement s'est résolu à « suspendre » l'application de l'eco-taxe, aboutissant à l'un des reculs que l'on a évoqués en introduction.

Les raisons d'une reculade

Les raisons en sont multiples. La première est politique. Jamais la popularité du Président François Hollande n'aura été aussi basse. C'est à un effondrement auquel on assiste, un effondrement sans précédent dans la Vème République. Le mouvement social qui couvait en Bretagne menaçait de faire tache d'huile, et aurait pu conduire à un embrasement généralisé.



Côte des bonnes et des mauvaises opinions de François Hollande © Photo Sondage BVA et Express

C'est donc à une situation sans précédent que l'on est aujourd'hui confronté. L'impopularité du Président, comme celle du gouvernement, restreint drastiquement ses marges de manoeuvres. Dès qu'il est, ou qu'il sera, confronté à des mouvements d'opposition un tant soit peu virulents il n'aura plus d'autres solutions que de reculer. Il en donne l'exemple sur la Bretagne et sur les mesures fiscales qu'il souhaitait prendre, mais ce faisant il envoie aussi un signal à tous les groupes de pression. Ce n'est pas la « fermeté » dont il a fait preuve le 31 octobre devant les dirigeants des clubs de football français qui pourra y changer quoi que ce soit.

À cette raison évidemment d'ordre politique vient s'ajouter une raison économique. On l'a dit auparavant, la cause fondamentale du marasme de la Bretagne, et plus avant de la France entière, porte un nom : l'Euro. Mais, alors que nous fêtons le vingtième anniversaire du traité de Maastricht (1993), il ne saurait être question pour un politicien habitué aux compromis comme François Hollande de mettre en cause ce qu'il pense être un traité fondateur.

Pourtant, s'il veut conserver le pouvoir de décider et de gouverner, s'il veut être autre chose qu'une feuille soumise aux vents divers, qu'un fétu de paille dans la tempête, François Hollande devrait comprendre la cause des malheurs qui accablent la France. L'Union Économique et Monétaire n'a apporté que le malheur en France et dans l'Europe du Sud. Il suffit de regarder les chiffres du chômage pour le mois de septembre :

- **Grèce** : 27,6 % de chômage dont 57,3 % de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans.
- **Espagne** : 26,6 % de chômage dont 56,5 % de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans.
- **Chypre** : 17,1 % de chômage dont 43,9 % chez les jeunes de moins de 25 ans.
- **Portugal** : 16,3 % de chômage dont 36,9 % chez les jeunes de moins de 25 ans.
- **Italie** : 12,5 % de chômage dont 40,4 % chez les jeunes de moins de 25 ans.

En mettant fin à l'UEM, c'est-à-dire à la zone Euro, en redonnant à ces pays, et à la France en premier lieu, leur

souveraineté monétaire, il permettrait à ces pays de renouer avec la croissance forte dont ils ont désespérément besoin. On peut cependant douter qu'il soit prêt à un tel tournant qui cependant, en toute rigueur de raisonnement, s'impose.

Quel choix pour François Hollande ?

François Hollande est donc aujourd'hui au pied du mur, et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault en bout de course. L'usure a été trop brutale et trop rapide. Le risque de paralysie le guette alors qu'il a encore trois ans et demi à accomplir comme Président.

Quatre possibilités sont ainsi ouvertes :

- **La première**, celle qui correspond le plus à la pente naturelle de notre Président, est de ne rien faire, et de tenter de conserver, contre vents et marées, ce gouvernement et cette ligne politique pourtant durablement discréditée. Si tel est son choix, la France doit s'attendre à trois années et demie d'immobilisme. Il n'est pas sûr que la France puisse se le permettre et cet immobilisme pourrait déboucher sur des explosions sociales d'une violence inattendue. Une variante consisterait en un remaniement à la marge ne changeant rien aux principales caractéristiques de ce (non)gouvernement.
- **La seconde** possibilité est un remaniement ministériel avec le choix de Manuel Valls, le Ministre de l'Intérieur, comme Premier Ministre. François Hollande chercherait à capitaliser sur la popularité actuelle de Valls. Mais, ce faisant, il prend le risque de l'user prématurément. D'ailleurs, le choix de Manuel Valls n'a de cohérence que s'il s'accompagne d'une ouverture vers le centre-droit. Mais, le centre est en France comme le mythique « *triangle des Bermudes* » : quand on l'atteint, on disparaît. Ce gouvernement Valls pourrait faire illusion pour une période de 6 mois à un an, mais après la France se retrouverait dans un état pire qu'aujourd'hui. Un gouvernement Valls serait un chiffon rouge devant le Front de Gauche et une partie de la Gauche socialiste alors que, dans le même temps, les forces d'appoint centristes seraient probablement insuffisantes. La pays irait de crise sociales en crises politiques, avec à la clef une probable dissolution de l'Assemblée dans un délai d'un an.
- **Une troisième** possibilité serait un gouvernement de technocrates, en apparence apolitique, mais en réalité complètement inféodé à Bruxelles et à l'Union Européenne. Une telle solution serait tellement odieuse pour une majorité de français qu'elle se heurterait à des résistances immédiates qui seraient certainement massives (comme dans le cas breton) et probablement violentes. Loin d'être une garantie de calme politique elle s'accompagnerait d'une montée de plus en plus importante de la contestation dont on pressent aujourd'hui l'existence. Cette possibilité ne serait pas une solution, que ce soit économiquement (car elle serait illégitime) ou politiquement (car elle dresserait la Nation contre elle).
- **Reste une quatrième possibilité** : l'appel à un homme dont le prestige et les positions garantiraient qu'il serait celui d'une rupture dans la politique économique actuelle mais sans rupture avec le cadre démocratique et Républicain. Un homme ayant à la fois les convictions et les compétences pour mener cette « autre politique » à laquelle un nombre grandissant de Français désormais aspirent. Cet homme, ceux qui connaissent la politique française le reconnaissent : il s'agit de Jean-Pierre Chevènement. Il aurait, lui, l'autorité et la légitimité pour mettre en oeuvre ce nouveau cours - dont il s'est fait l'apôtre et le héraut depuis de nombreuses années - sans une rupture dramatique avec le cadre légal rupture qui menace dans tous les autres cas de figure.

François Hollande s'est pris, bien à tort, pour François Mitterrand. On savait qu'il n'avait ni l'étoffe d'un Blum, ni celle d'un Jaurès. Espérons qu'il aura au moins le courage d'un [René Coty](#) ! [3]

[RIA Novosti](#). Russie, le 4 novembre 2013.

[(*** Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Porchnev B., « Les buts et les revendications des paysans lors de la révolte bretonne de 1675 », paru dans Les Bonnets rouges, Union Générale d'Éditions (collection 10/18), Paris, 1975

[2] Croix A., article « Bonnets rouges » in Dictionnaire du patrimoine breton (sous la direction d'Alain Croix et Jean-Yves Veillard), Éditions Apogée, 2000, p. 152

[3] Dernier président de la IVème République, qui rappela au pouvoir le Général de Gaulle.